

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir
Pour présentation au CODERST**

INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

PROJET D'ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE
RELATIF A LA CONSTRUCTION DU BATIMENT DE TRI, LAVAGE,
CONDITIONNEMENT ET EXPEDITION DE POMMES DE TERRE

PARMENTINE PRODUCTION S.A.S
N°CPE 100.04115

COMMUNE DE VOVES

PJ : - Plan de situation et plan des bassins
- Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

1 – SITUATION ADMINISTRATIVE

La société BEAUCE POMMES DE TERRE a bénéficié :

- d'un récépissé de déclaration du 24 janvier 1997 relatif à l'exploitation d'une installation de lavage de pommes de terre pour une puissance de 190 kW (rubrique 2260 de la nomenclature des installations classées) et pour ses installations de réfrigération (rubrique 2920 de la nomenclature des installations classées)
- d'un récépissé de déclaration en date du 21 août 1998 relatif à son dépôt de gaz de pétrole liquéfiés (rubrique 1414 de la nomenclature des installations classées).

Elle a fait l'objet d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 16 juillet 1999 qui autorise les installations suivantes :

- entrepôts couverts ($V = 58\,800\text{ m}^3$) ;
- dépôt de bois ($V = 26\,150\text{ m}^3$) ;
- installations de réfrigération ou compression ($P = 1\,220\text{ kW}$) ;
- 1 poste de remplissage de gaz inflammable liquéfié ;
- activité de nettoyage ($P = 180\text{ kW}$).

La société BEAUCE POMMES DE TERRE a changé de dénomination sociale au profit de PARMENTINE PRODUCTION SAS le 21 décembre 2000.

PARMENTINE PRODUCTION SAS bénéficie actuellement d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 01 août 2006 l'autorisant en régularisation à exploiter un stockage de pommes de terre en entrepôts couverts ($V = 171\,000\text{ m}^3$), un stockage de bois et de cartons ($V = 78\,100\text{ m}^3$), des installations de réfrigération et de compression ($P = 2\,428\text{ kW}$) et des installations de nettoyage ($P = 270\text{ kW}$) sur son site de Voves.

2. – CONTEXTE

Le bâtiment (B) contenant les installations de tri, lavage, conditionnement et expédition de pommes de terre a été détruit lors d'un incendie le 13 mai 2013.

L'exploitant souhaite reconstruire ce bâtiment en le modernisant. Il a donc fait parvenir à M. le Préfet d'Eure-et-Loir le 17 octobre 2013 un dossier de porter à connaissance (version octobre 2013) :

- relatif à la reconstruction de l'unité de tri, lavage et conditionnement de pommes de terre (bâtiment B),
- demandant une augmentation de sa consommation annuelle d'eau de forage, pour son établissement implanté 16 rue Pasteur sur la commune de Voves.

La demande de PARMENTINE PRODUCTION comprend également une demande de relèvement du niveau sonore en un point de la limite de l'établissement la nuit.

La modification envisagée :

- ne conduit pas à dépasser, pour la capacité totale de l'installation, certains seuils de la nomenclature ICPE, ou de la directive IPPC/IED, faisant changer l'installation de régime réglementaire ;
- n'entre pas dans le champ de l'arrêté du 15 décembre 2009 fixant certains seuils et critères mentionnés aux articles R. 512-33, R. 512-46-23 et R. 512-54 du code de l'environnement ;
- n'est pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients « significatifs ».

Elle n'est donc pas substantielle mais en application des articles R. 512-31 et R. 512-33 du code de l'environnement, ces demandes impliquent des prescriptions complémentaires.

3. - PRESCRIPTIONS PROPOSEES

a) Concernant la gestion d'un incendie

1- Détermination du besoin en eaux d'extinction d'incendie et de réserves d'eaux d'extinction associées.

L'exploitant a estimé ce besoin à $1\,560\text{ m}^3$ en appliquant les dispositions du guide technique pour le dimensionnement des besoins en eau D9.

Il a considéré trois cas :

- le cas de l'entrepôt frigorifique de superficie et capacité de stockage la plus importante (entrepôt frigorifique IV) ;
- le cas de l'aire de pallox extérieure de plus grande superficie (A2) ;
- le cas du projet de reconstruction avec extension du bâtiment de tri, lavage, conditionnement et expédition de pommes de terre (bâtiment B).

Le paragraphe 4.2 de la D9 précise que la surface à prendre en compte est au minimum délimitée, soit par des murs coupe-feu 2 heures conformes à l'arrêté du 22 mars 2004 modifié relatif à la résistance au feu des produits, éléments de construction et d'ouvrages, soit par un espace libre de tout encombrement, non couvert, de 10 m minimum. Il précise qu'il peut être tenu compte des flux thermiques, de la hauteur relative des bâtiments voisins et du type de construction pour augmenter cette distance. Il est donc apparu nécessaire de déterminer si l'exploitant doit prendre en compte les effets dominos.

Le dossier fait ainsi apparaître que deux aires de stockage de pallox ont été supprimées aux abords du bâtiment pour éviter les effets dominos sur le bâtiment reconstruit. Cependant, le dossier de porter à connaissance d'octobre 2013 présente des effets dominos :

- des entrepôts frigorifiques I et II,
 - de la plus grande aire extérieure de stockage de pallox (A2),
- sur le bâtiment de conditionnement et d'expédition (B), objet du projet de reconstruction.

2- Confinement des eaux d'extinction d'incendie

L'exploitant a estimé le volume d'eaux d'extinction d'incendie à confiner à 1 950 m³ en appliquant les dispositions du guide technique D9A qui considère les volumes d'eau d'extinction d'incendie sans tenir compte des volumes nécessaires à la protection des enjeux soumis aux effets dominos.

Il prévoit un confinement dans les deux bassins étanches existants de 300 m³ de volume unitaire, complétés par le retour des eaux d'extinction dans les bassins qui servent de réserve incendie.

Outre la question du volume adéquat des bassins de confinement soulevée du fait des effets dominos présentés au dossier (Cf § a) 1 ci-dessus) et l'absence de précision sur la topographie adéquate des terrains, la reprise d'eaux par définition polluées (car chargées en matières en suspension et éventuellement en matières inflammables comme le RESTAIN FUEL, présent sur le site (200 l) et constitué d'éthanol), pour l'extinction, risque notamment d'endommager les lances incendie avec les particules collectées.

3- Mesures compensatoires et avis du SDIS

Il a été demandé à l'exploitant de proposer des mesures compensatoires (dispositions constructives coupe-feu, rideaux d'eau, volume d'eaux d'extinction d'incendie calculé en conséquence ou voir à modifier les modalités de gestion des stocks extérieurs de pallox...) – Courrier de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations (DDCSPP) du 13 novembre 2013.

Les mesures constructives appliquées au bâtiment B à reconstruire ont été intégrées à l'article 7 du projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

Afin de s'assurer que les prescriptions de l'arrêté d'autorisation d'exploiter actuel couvrent la défense incendie nécessaire ou d'intégrer les compléments de défense incendie éventuellement nécessaires, le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) a été consulté pour avis par courrier préfectoral du 31 octobre 2013.

Le service départemental d'incendie et de secours, dans son avis du 13 novembre 2013, demande à ce que l'établissement dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et notamment :

- des points d'eau (réserves ou poteaux incendie) utilisables par les sapeurs pompiers et dédiés à leurs véhicules qui assurent pendant deux heures un débit de 900 m³/h soit 1 800 m³ ;
- un volume d'eau de 440 m³ nécessaire à l'alimentation simultanée des canons asperseurs alimentés par les réserves incendie.

Il demande également à ce que les points d'eau soient:

- constitués par des poteaux incendie de DN 100 conformes aux normes NF EN 14384 et NF S 61-213CN, délivrant un débit de 60 m³/h sous 1 bar ;

- constitués par des poteaux incendie de DN 150 conformes aux normes NF EN 14384 et NF S 61-213CN, délivrant un débit de 120 m³/h sous 1 bar ;
- constitués par des réserves incendie disposant d'une capacité unitaire minimale de 120 m³ ;
- répartis de façon à disposer en simultané pendant deux heures de 300 m³/h à moins de 200 m du bâtiment de tri, lavage, conditionnement et expédition de pommes de terre ;
- situés à moins de 400 m du bâtiment de tri, lavage, conditionnement et expédition de pommes de terre pour un débit de 240 m³/h ;
- situés à moins de 800 m du bâtiment de tri, lavage, conditionnement et expédition de pommes de terre pour un débit de 360 m³/h.

L'avis du SDIS prévoit également que les réserves sont équipées par tranche de 120 m³ :

- d'une aire d'aspiration de 32 m² (8*4) stabilisée pour un véhicule exerçant une force portante de 160 kN,
- de canne ou de poteau d'aspiration.

Le SDIS n'émet pas d'opposition à ce que les eaux d'extinction soient reversées dans les réserves incendie à condition que ces eaux ne contiennent pas de particules susceptibles d'endommager les pompes des engins incendie ainsi que les lances.

Ces éléments ont été intégrés aux prescriptions à l'article 8 de l'avant-projet d'arrêté préfectoral complémentaire et la recommandation suivante a été prise en compte à l'article 8 du projet d'arrêté préfectoral complémentaires : Les réserves incendie font l'objet d'un nettoyage a minima annuel de façon à être utilisable par les services d'incendie et de secours et notamment pour ne pas comporter de particules, notamment du sable, susceptibles d'endommager le matériel (pompes, lances...) utilisé dans la lutte contre l'incendie.

Par ailleurs, le volume d'eau extinction d'incendie à confiner est augmenté du fait de l'augmentation de la quantité d'eau préconisée par le SDIS nécessaire pour éteindre un incendie sur le site (1800 + 440 m³) – Article 10 du projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

b) Concernant la demande d'augmentation de la valeur limite du niveau sonore en limite de propriété

L'exploitant indique dans son dossier que la dernière campagne de contrôle des niveaux acoustiques menée les 11 et 12 février 2008 sur 5 points montre un dépassement en période nocturne de la valeur limite de 47 dB(A) fixée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 01 août 2006 en limite de propriété au point n°5 (Sud-Ouest du site). La mesure indique un niveau sonore de 59.4 dB(A).

Cette campagne montre également un dépassement au point n°3 en période diurne (54.1 dB(A)) de la valeur limite de 52 dB(A) prescrite par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 01 août 2006.

Concernant la demande de relèvement de PARMENTINE PRODUCTION de la valeur limite de l'arrêté préfectoral d'autorisation jusqu'à atteindre 60 dB(A) en un point de la limite de propriété en période nocturne : **dans la mesure où le contrôle des niveaux sonores réalisé en 2008 montrait un respect de l'émergence en période nocturne et dans la mesure où l'exploitant s'engage à respecter cette émergence en Zone à Emergence Réglementée (ZER), l'avant-projet d'arrêté préfectoral complémentaire retient le relèvement du seuil à 60 dB(A) à son article 6.**

Il est à noter que la mesure de 2008 fournie par l'exploitant montre un dépassement de l'émergence maximale admissible en un autre point (n°1) en Zone à Emergence Réglementée (ZER) en période diurne (14.6 dB(A)) pour une valeur limite d'émergence de 6 dB(A).

L'exploitant a indiqué qu'il a choisi une meilleure isolation phonique du bâtiment qu'il va reconstruire proche de la ZER.

c) Concernant l'augmentation de la quantité annuelle d'eau de forage consommée

L'exploitant sollicite une augmentation du volume maximal prélevé dans la nappe de Beauce fixé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 01 août 2006 à 6 720 m³ jusqu'à atteindre 14 000 m³ car il estime que le volume maximal prélevable dans la nappe phréatique fixé par l'arrêté préfectoral d'autorisation est trop faible pour permettre le fonctionnement de l'unité à l'année. Le débit de pompage serait inchangé.

La société PARMENTINE PRODUCTION dispose d'une notice d'incidence datant de mars 1997 pour le forage concerné. Elle porte sur un volume de pompage annuel de 12 000 m³.

Il a été demandé à l'exploitant par courrier du 15 novembre 2013 de mettre à jour cette notice d'incidence conformément à l'article R. 214-32 de Code de l'environnement qui doit être établie pour le prélèvement annuel de 14 000 m³ demandé.

L'acceptation de cette demande de PARMENTINE PRODUCTION et l'inclusion du volume de 14 000 m³ dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ne peut se faire qu'après réception de l'étude d'incidence ci-dessus démontrant l'absence d'impacts significatifs sur le milieu ou proposant des mesures compensatoires permettant de les supprimer.

L'exploitant indique que cette étude sera achevée mi-décembre.

e) Autres modifications :

Par courrier électronique du 21 novembre 2013, l'exploitant fait part d'une augmentation de 875 m³ de la quantité de matières plastiques stockées et classées sous la rubrique 2663 passant de 45 m³ à 920 m³. Dans la mesure où cette activité reste en deçà des seuils définis à la rubrique 2663-2 de la nomenclature des installations classées et où les conditions, lieux de stockage restent inchangés et où l'exploitant ne présente pas d'impacts ni de dangers supplémentaires liés à cette activité, le chiffre a été pris en compte à l'article 1 du projet d'arrêté .

L'exploitant indique que le bassin B7 d'une capacité de 1146 m³, présenté comme bassin commun avec la SCAEL, fait en réalité partie intégrante du site. Il a fourni un plan à l'appui de son affirmation. Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire intègre ce point.

L'exploitant indique que le bassin de 100 m³ à l'est du site utilisé comme réserve incendie n'existe plus. Dans la mesure où cette suppression ne crée pas d'impacts ni de dangers supplémentaires, ce point a été pris en compte à l'article 3.

L'inspection des installations classées a mis à jour l'arrêté du 01 août 2006 concernant :

- Les rubriques de la nomenclature des installations classées auxquelles les installations sont soumises pour tenir compte des évolutions de la nomenclature et notamment de la création des rubriques 1511 et 1532 et du relèvement du seuil de la rubrique 2920 de la nomenclature des installations classées ;
- La liste des parcelles cadastrales d'implantation du site pour tenir compte des achats de terrains fait par l'exploitant en 2010 ;
- La surface des terrains imperméabilisés qui a légèrement augmentée sans passer un seuil de la nomenclature IOTA à l'article R. 214-1 du Code de l'environnement.

4 - PROPOSITION DE SUITES A DONNER

Compte-tenu des conditions d'exploitation du site complétées ainsi que proposé et considérant que les impacts engendrés par la reconstruction avec extension du bâtiment de tri, lavage et conditionnement de pommes de terre selon les dispositions constructives du dossier et en respect des préconisations du SDIS dans son avis du 13 novembre 2013 associé au confinement des eaux incendie après complément, ne constitue pas une modification substantielle, l'inspection des installations classées donne un avis favorable à la demande de la société PARMENTINE PRODUCTION.

L'instruction de la demande d'augmentation de volume d'eau de forage prélevé par an sera quant à elle conclue à la réception de l'étude d'incidence prescrite article R. 214-32 du code de l'environnement, que la société PARMENTINE PRODUCTION s'est engagée à produire mi-décembre.

Conformément à l'article R. 512-31 du Code de l'environnement, le projet d'arrêté complémentaire ci-joint doit être soumis préalablement au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques pour avis.